

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Syndicat Coprop. Bures-Orsay-Les Ulis

105 rue Anatole France
92300 LEVALLOIS PERRET

Code AIOT : 0006510792

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement Syndicat Coprop. Bures-Orsay-Les Ulis implanté 32 Ave de l'Océanie ZA de Courtaboeuf immeuble 104 91140 VILLEJUST. L'inspection a été annoncée le 19/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Syndicat Coprop. Bures-Orsay-Les Ulis
- 32 Ave de l'Océanie ZA de Courtaboeuf immeuble 104 91140 VILLEJUST
- Code AIOT : 0006510792
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le syndicat de copropriété de Bures -Orsay est propriétaire de plusieurs entrepôts exploités par des sociétés spécialisées dans le stockage de produits divers (alimentaires, pharmaceutiques, non alimentaires...)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative de l'établissement ;
- Suite de la visite d'inspection du 20/11/2018 ;
- Prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux et sous sols
- Prescriptions relatives à la prévention des risques ;

- Gestion des déchets
- Prescriptions relatives à la protection contre la foudre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 1.1. Chapitre I titre 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 3.2 Chapitre I titre 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Gestion des déchets du site	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 4.5 Chapitre III titre 3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Prévention des risques technologiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.2 Chapitre V titre 3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 7.1.2 Chapitre V titre 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Prévention des risques technologiques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 2.5 Chapitre V titre 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Prévention des risques technologiques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7.1 Chapitre V titre 3	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suite de la visite du 20/11/2018(MED)	AP de Mise en Demeure du 12/02/2019, article 1er	/	Sans objet
2	Suite de la visite du 20/11/2018	Autre du 20/01/2019, article Rq4.1	/	Sans objet
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 2 Titre 1	/	Sans objet
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 3.1 Chapitre I titre 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 4 Chapitre I Titre 3	/	Sans objet
8	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 3 Chapitre II titre 3	/	Sans objet
11	Prévention des risques technologiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.2.1 Chapitre V titre 3	/	Sans objet
12	Prévention des risques technologiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 4.2 Chapitre V titre 3	/	Sans objet
14	Prévention des risques technologiques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 2.3 Chapitre V titre 3	/	Lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 04/10/2022 a révélé quelques écarts qui n'entraînent pas de risques

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la visite du 20/11/2018(MED)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/02/2019, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance sur la modification de la cellule D
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : de transmettre un porter à connaissance (PAC), conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, relatif aux modifications d'exploitation apportées au bâtiment D de respecter l'article 3.1.2 du chapitre V de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006, notamment en limitant la surface de 500 m ² pour le stockage en masse dans la cellule louée à la société ACE dans le bâtiment D de respecter l'article 3.1.4 du chapitre V de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 en retirant les barres de fer présentes sur les issues de secours de la cellule louée à la société ACE dans le bâtiment D.
Constats : Concernant le porter à connaissance, relatif aux modifications apportées au bâtiment D, l'exploitant a transmis à l'inspection un dossier le 23/07/2019. Suite à l'instruction de l'inspection des installations classées, un courrier régularisant les modifications du bâtiment D a été transmis à l'exploitant le 31/12/2019.
L'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/034 du 12/02/2019 pris à la suite de la visite d'inspection du 20/12/2018 est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suite de la visite du 20/11/2018

Référence réglementaire : Autre du 20/01/2019, article Rq4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bordereaux de suivi de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : NC7.1 :L'exploitant est tenu de s'assurer que la totalité des extincteurs présents dans le local soit accessible conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. L'exploitant déclare, dans son courrier du 25 juillet 2019 que la réorganisation du stockage chez le locataire ACE permet une parfaite accessibilité des extincteurs en place. Aucun justificatif n'est présenté. RQ4.1. L'exploitant est tenu de s'assurer en permanence que les bordereaux de suivi de déchets concernant la vidange des séparateurs hydrocarbures soient entièrement complétés. Le bordereau de suivi des déchets doit être correctement rempli afin de permettre de comprendre le parcours des déchets depuis l'émetteur jusqu'à l'installation de transformation ou de valorisation. Ce point n'est donc pas soldé.
Constats : Concernant les remarques concernant le contrôle des extincteurs et les bordereaux de suivi de déchets formulées lors de la visite du 20/12/2018, l'exploitant a présenté les rapport de contrôle des extincteurs et les bordereaux de suivi de déchets. Ces point sont repris dans les fiches suivantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 2 Titre1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques d'activités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : les activités du site encadrées par l'arrêté préfectoral sont les suivantes: - 1510 (A): Entrepôts couverts pour le stockage des matières combustibles Stockage de 48627 tonnes de matières dans 4 bâtiments A,B,C,D pour un volume total de 523998 m3. - 2663-2b (D) : Stockage de produits pouvant contenir plus de 50% en masse de polymères pour un volume de 5568 m3. - 2910-A-2 (D) : Installation de combustion (Chaufferie), la puissance installée de 7,16 MW - 2925 (D) : Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale installée est de 75.82 kW
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les activités relevant de la rubrique 1180-1 n'existent plus sur le site Suite à la modification de la rubrique 1510 par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020, les activités relevant des rubriques 1510 et 2663 exploitées dans des IPD distant de moins de 40 mètres peuvent être regroupés dans la rubrique 1510. L'exploitant sollicite donc le reclassement des activités 1510 et 2663 dans la rubrique 1510. Il n'y a pas de modification des autres rubriques d'activité du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article I. 3.1 Chapitrel titre 3
Thème(s) : Risques chroniques, entretien, surveillance et protection des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les effluents aqueux ne doivent pas par mélange, dégager des produits toxiques
Constats : L'exploitant a présenté le bon de curage et d'entretien des réseaux réalisé par la société J. MEYER le 13/05/2022. Le rapport transmis par l'exploitant indique la conformité des installations. Le bon de curage, indique la collecte de 3 m3 de boues hydrocarburées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article I. 1. Chapitrel titre 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs (de la quantité d'eau prélevée) et d'un dispositif de disconnexion ou tout autre équipement (présentant des garanties équivalentes sont installés) afin d'éviter des retours dans les réseaux d'adduction d'eau publique
Constats : L'exploitant déclare avoir un dispositif de disconnection au niveau du système de sprinklers et des RIA. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de disconnecteur qui remonte au 20/09/2017. Ce rapport mentionne des non-conformités. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présence de disconnecteur au niveau de l'arrivée d'eau potable sur le site. L'exploitant doit justifier de la présence de disconnecteur ou dispositif équivalent au niveau de l'arrivée d'eau potable du site et la présence de dispositif de mesure totaliseur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article I. 3.2ChapitreI titre 3
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>« Le réseau EP de l'établissement est muni d'un dispositif d'obturation de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ce dispositif, asservi à la détection incendie assurée par le système de sprinklage et actionnable manuellement est maintenu en bon état de marche et signalé. Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>La rétention des eaux incendie est effectuée dans les canalisations du réseau d'eaux pluviales et si nécessaire au niveau de la cour de manœuvre des quais de chargement / déchargement du bâtiment A. La rétention totale est d'au moins 895 m³. »</p>
Constats : L'exploitant déclare réaliser l'entretien et le contrôle de fonctionnement de la vanne d'isolement en interne sous une fréquence mensuelle, le suivi est enregistré dans un registre. L'inspection a transmis le rapport de contrôle de la vanne d'isolement de la société VINCENT établi le 7/01/2022. Ce rapport conclut sur un dysfonctionnement de la tige filetée de la vanne servant à l'ouverture / fermeture qui est cintrée, sans altérer le fonctionnement. La société VINCENT propose d'établir un devis préventif de remise en état. L'exploitant doit s'assurer que la vanne d'isolement demeure fonctionnelle afin de maintenir sur le site les eaux éventuellement polluées par accident ou lors de la défense incendie du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article I.4 ChapitreI titre 3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). P12/38 APC
Constats : L'exploitant a présenté un plan de réseaux mentionnant l'ensemble des ouvrages présent sur le site. Le plan présenté indique les vannes , la présence de séparateur, les dispositifs d'alimentation d'eau, les points de rejet, ...
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 3 Chapitre II titre 3
Thème(s) : Risques chroniques, conditions particulières de rejet atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vitesse minimale d'éjection de gaz : 5 m/s Teneur de référence en O ₂ : 3% O ₂ Oxydes de soufre SO ₂ : 170 mg/m ³ Oxyde d'azote NO ₂ : 200 mg/m ³ Poussières : 50 mg/m ³ Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie auquel est annexé un plan général des stockage de combustibles.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats de contrôle et d'entretien des installations de combustion réalisé par Bureau Veritas. L'exploitant déclare que les chaudières présentes sur le site sont des chaudières d'appoint qui sont utilisées en cas de coupure d'électricité. Des tests sont effectués en hiver pour vérifier le bon fonctionnement des chaudières. Les résultats d'analyses présentés par l'exploitant sont conformes aux valeurs seuils fixés à l'article 3.2 du chapitre II Titre 3 de l'AP du 30/06/2006
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 4.5 Chapitre III titre 3
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets et déclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Ce registre contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de l'expédition du déchet ; la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; la quantité du déchet sortant ; le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n° 1013/2006 du 14/06/06 concernant les transferts de déchets ; le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du 19/11/08 ; la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.</p> <p>S'il est soumis, l'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux produits sur le site conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets selon les modalités définies dans cet arrêté. P19/38 APC</p> <p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de registre de déchets, mais déclare que les locataires présents sur le site transmettent les listes des déchets produits auprès de l'exploitant. L'exploitant doit concaténer l'ensemble des déchets produits par tous les locataires et éventuellement faire une déclaration sur l'application GERE au cas où la quantité des déchets produits par le site (exemple boues de séparateur) serait supérieure à 2 tonnes pour les déchets dangereux ou 2000 tonnes pour les déchets non dangereux.</p> <p>L'exploitant a présenté les bordereaux de suivi de déchets correspondant au curage des séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre déchet d'un des locataires qui totalisent 22 tonnes de déchets non dangereux. En extrapolant sur les 18 locataires présents sur le site, on obtient une quantité de déchets non dangereux de 396 tonnes pour l'ensemble du site. Cette quantité est inférieure au seuil de la déclaration GERE pour les déchets non dangereux.</p> <p>L'exploitant doit préciser les quantités des déchets dangereux et non dangereux produits par son site (l'ensemble des locataires) et disposer d'un registre de déchet conformément à l'article 4.5 Chapitre III de l'arrêté préfectoral du 30/06/2006.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006 article 3.1.2 Chapitre V titre 3.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté un état de stock par locataire. Le total en volume pour l'ensemble des locataires est de 50710 m3 ; ce volume est inférieur au volume de stockage autorisé. L'exploitant déclare avoir demandé à l'ensemble des locataires le plan de stockage par bâtiment, certains locataires n'ont pas transmis les plans de stockage.</p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage le plan de stockage de la société PIEX, locataire d'un bâtiment. Ce plan présente l'ensemble de stockage en rack et il n'y a pas de produit dangereux dans ce bâtiment.</p> <p>L'inspection a constaté que le POI du site ne reprend pas l'état des stock de tous les locataires.</p> <p>L'exploitant doit avoir l'état des stocks de tous les locataires et être en mesure de le communiquer aux services habilités en cas de contrôle ou d'incendie et ces états de stock doivent être intégrés dans le POI du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 3.2.1 Chapitre V Titre 3
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entrepôt est compartimenté en quatre bâtiments, chacun scindés en plusieurs cellules A : 3 cellules de 3600 m² représentant les cellules A1, A2 et A3, soit une surface totale de 10800 m². Bâtiment B (21600 m²) reprend les cellules B1.1 (2400 m²), B1.2, B1.3, B1.4, B1.5 et B1.6 totalise 7200 m² la cellule B1.7 de 1200 m² et les cellules B2.2, B2.3, B2.4 pour 7200 m² et la cellule B2.5 pour 2400 m²,</p> <p>Cellules à température dirigée : 1, 2 et 3 de surface maximale 6000m². La totalité des cellules 1, 2 et 3 est exploitée à température dirigée inférieure à 10°C. Une chambre surgelée à température négative d'environ 1700m² est présente dans la cellule 1,</p> <p>Cellules non frigorifiques : 4 et 5 d'environ 9 000m².</p> <p>La hauteur au faîtage est d'environ 13,70 m.</p> <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche ou des moyens fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</p> <p>Les ateliers de charges sont situés dans des locaux exclusivement réservés à cet effet isolé de l'entrepôt par une paroi au moins REI 120 toute hauteur des cellules.</p>
<p>Constats : Le site est composé de 4 bâtiments compartimentés chacun en plusieurs cellules.</p> <p>L'exploitant a montré des planches photographiques qui montrent la présence d'une bande large en toiture de part et d'autre des murs identifiés comme étant coupe-feu 2h. L'exploitant déclare que la bande fait 5 mètres de large de part et d'autre des parois séparatives. Ces photographies sont conformes aux plans annexés à l'arrêté préfectoral du 30/06/2006.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 4.2 Chapitre V Titre3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ; • Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; • Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. <p>Les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 11 mètres maximum au point haut de la palette ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.</p> <p>Un stockage automatisé est mis en place :</p> <p>dans les cellules 2 et 3 sur la mezzanine,</p> <p>dans les cellules 4 et 5.</p> <p>Seule la chambre surgelée de la cellule 1 est dotée d'un stockage par racks.</p>
<p>Constats : Afin de vérifier cette prescription, l'inspection a choisi par sondages de visiter le bâtiment occupé par la société COSTCO qui stocke des produits vendus dans les supermarchés (alimentaires et non alimentaires).</p> <p>La visite du bâtiment a permis de constater que les produits sont stockés sur des racks avec une distance de plus d'un mètre entre le haut de la palette et la toiture afin de ne pas encombrer le système de sprinklage. Il y a un stockage au sol sur une surface inférieure à 500 m², il n'y a pas de mezzanine, ni de stockage automatisé dans ce bâtiment.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article.7.1.2 Chapitre V titre3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartisen fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Ces équipement sont maintenus en bon état, repérés et facilement accssibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Les moryens de lutte, conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur comportent:

- des extincteurs en nombre suffisant répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques
- des robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.
- les colonnes sèches ou les moyens fixes d'aspersion d'eau prévus à l'Article VII.2.5 du présent arrêté ;
- un installation d'extinction automatique à eau pulvérisée commune aux bâtiments A, B et C munie d'une réserve d'eau d'au moins 1854 m³ et une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée dédiée au bâtiment D munie d'une réserve d'eau d'au moins 330 m³.
- Ressource en eau

La défense contre l'incendie est assuré au minimum par 4 poteaux d'incendie publics et 4 poteaux privés. Ces oteaux sont de diamètre 100 mm (norme NF S 61 213) piqué directement sans passage par compteur ni by-pass sur des canalisations assurant un débit simultané minimal de 4000 litres/minute (240 m³/h) sous une pression dynamique de 1 bar.

Constats : - L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des poteaux incendie réalisé par SUEZ en 2017, 2018, 2019 et 2020. Les contrôles de poteaux incendies en 2021 et 2022 n'ont pas été réalisés. L'exploitant déclare qu'il existe un contrat avec le prestataire SUEZ qui n'a pas réalisé le contrôle les deux dernières années et qu'il procède au changement de prestataire afin de réaliser une vérification avant la fin de l'année.

L'inspection constate l'absence de vérification annuelle des poteaux incendie, contrairement à l'alinéa 1 de l'article 7.2 du chapitre V de l'AP du 30/06/2006. Par courriel du 25/10/2022, l'exploitant a transmis un devis de la société AAI signé le 5/10/2022.

- L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des extincteurs réalisé par CLIMEX le 18/02/2022. Ce rapport mentionne plusieurs écarts et le prestataire a transmis un devis qui a été signé par l'exploitant, mais l'intervention n'avait pas encore eu lieu le jour de la visite. Dans ces conditions, les extincteurs présents sur le site ne peuvent garantir tous une lutte contre un départ d'incendie.

- L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des RIA, celui-ci mentionne aussi plusieurs observations. L'exploitant a présenté un devis signé du 24/08/2022 pour une intervention les 26 et 27/09/2022. L'exploitant n'était pas en possession du rapport.

- L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du système de sprinklage Q1 réalisé par la société AAI le 17/03/2022, celui-ci présente des non-conformités pour les bâtiment A,B et C. L'exploitant déclare avoir levé les non-conformités suite au passage de la société AAI le 11/05/2022. Par transmission du 25/10/2022, l'exploitant a transmis le bon de commande, signé le 18/10/2022, pour les travaux de la levée des non-conformités par la société AAI.

- L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du système de désenfumage réalisé par CLIMEX le 28/09/2022. Ce rapport présente plusieurs non-conformités en lien avec le remplacement de plusieurs équipements. L'exploitant a présenté un devis de la société CLIMEX signé le 03/10/2022. La date d'intervention n'était pas encore connue.

- L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des Bornes autonomes d'éclairage de sécurité BAES qui mentionne plusieurs non-conformités, nécessitant un remplacement des BAES. L'exploitant a transmis par courriel du 25/10/2022 les justificatifs de la levée des non-conformités pour les BAES réalisée par CLIMEX le 08/08/2022.

L'inspection note que plusieurs écarts sont présents dans les rapports de vérification des dispositifs de lutte contre l'incendie. L'exploitant a présenté des devis signés ou des commandes fermes pour la levée de ces écarts. L'inspection est en attente des justificatifs concernant les actions non réalisées ou en cours de réalisation.

Concernant l'absence de contrôle des poteaux incendie en termes de pression et de débit (individuellement et en simultanée), l'exploitant a transmis par courriel du 25/10/2022 un devis signé.

L'exploitant doit transmettre les résultats des mesures de pression et débits individuellement et en simultanée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 30/06/2006, article 2.3 Chapitre V Titre 3

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

A. Généralités

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques de l'ensemble du site (entrepôt, station-service...) sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées à une fréquence minimale annuelle par un organisme compétent. L'exploitant remédie aux non-conformités constatées dans le cadre de ce contrôle dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant le prochain contrôle.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, tuyauteries, citernes fixes, canalisations) sont mis à la terre conformément à la norme en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément aux règles en vigueur.

B. Entrepôt

A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.

Constats : L'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations électriques réalisé par Bureau Veritas du 31/01 au 02/02/2022 . Le rapport mentionne des écarts au niveau du bâtiment C et de la chaufferie et sprinklage des bâtiments A, B et C.

L'exploitant a présenté le rapport Q18 qui conclut sur l'absence des risque d'explosion ni d'incendie sur les installations.

L'exploitant a transmis par courriel, du 25/10/2022, une attestation de levée des écarts réalisée en interne par le responsable technique le 21/03/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 30/06/2006, article 2.5 Chapitre V Titre 3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont équipées d'un dispositif de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. P33/38 APC</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre réalisé par Bureau Véritas les 3 et 4/08/2022. Le rapport mentionne plusieurs écarts au niveau des bâtiments Cet D. L'exploitant a présenté le jour de la visite un devis signé le 24/08/2022 pour une intervention prévue le 21/10/2022.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le rapport de levée des écarts sous un délai de 3 mois</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 30/06/2006, article 71.1 Chapitre V Titre 3
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection et extinction automatique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage est assuré par un système d'extinction incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant et à la société de télésurveillance. Dans chaque bâtiment ABC sont implantés deux postes de contrôles du système d'extinction automatique principal. Ces postes sont équipés d'une alarme sonore et visuelle.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du système de détection et d'extinction incendie réalisé en 2021 par Bureau Véritas, ce rapport mentionne des écarts. Un devis signé pour la réalisation des travaux de mise en conformité a été présenté. L'exploitant n'a pas présenté l'attestation de levée des écarts constatés en 2021. Pour l'année 2022, l'exploitant déclare qu'un contrôle du système de détection et d'extinction automatique a été réalisé en 2022, sans préciser la date et confirme qu'une intervention permettant de lever les écarts a été réalisée le 03/10/2022 . L'exploitant n'a pas transmis de justificatif de lever des écarts des années 2021 et 2022. L'inspection reste en attente de ces justificatif.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification des portes coupe-feu réalisé le 30/06/2022, ce rapport mentionne des écarts. L'exploitant a transmis un devis signé le 25/08/2022 pour une intervention réalisé en le 30/09/2022. L'exploitant a transmis le 25/10/2022, les justificatifs de mise en conformité des portes coupe-feu</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale